

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE M. LOTHOR SPAETH, PREMIER
MINISTRE DU BADE-WURTEMBERG

Mme le Président: Je veux signaler à la Chambre la présence à notre tribune de M. Lothor Spaeth, premier ministre du Bade-Wurtemberg, État de la République fédérale d'Allemagne.

Des voix: Bravo!

* * *

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

LE CONTENU CANADIEN DANS LES VOITURES DE FABRICATION
JAPONAISE

M. Otto Jelinek (Halton): Madame le Président, il y a deux jours, les représentants de l'industrie automobile canadienne ont tenu une réunion d'urgence à Toronto, réunion dont le principal participant devait être l'honorable Herb Gray, mais celui-ci s'est désisté à la dernière minute. Il devrait baisser la tête de honte.

Un emploi sur sept, au Canada—non seulement en Ontario mais dans tout le pays—est lié à l'industrie automobile; d'autre part, il est ressorti de la réunion de Toronto, comme l'a signalé le président de l'Association des fabricants de pièces d'automobiles, que les dispositions actuelles visant à limiter volontairement les importations japonaises ou autres mesures du même genre qu'Ottawa pourrait négocier, ne créeront pas un seul emploi au Canada. Dans ces conditions, le ministre peut-il s'engager à prendre la seule mesure vitale susceptible de sauver l'industrie automobile et les milliers d'emplois qui s'y rattachent? Pourra-t-il négocier, exiger ou, au besoin, prescrire par une loi la fabrication au Canada d'une certaine partie des pièces de rechange des voitures japonaises vendues dans notre pays?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, je tiens tout d'abord à dire que mon honorable ami a tort de prétendre que j'ai fait faux bond à la dernière minute. J'ai dû participer à une réunion très importante d'un comité du cabinet. Mon secrétaire parlementaire, qui est très compétent, a prononcé ce discours à ma place. Il a communiqué aux participants exactement le même message que je l'aurais fait si j'avais été là.

Mon honorable ami dénigre injustement les capacités des travailleurs et des fabricants canadiens d'automobiles et de pièces d'automobiles. Il dit que seules des mesures protectionnistes strictes leur permettront d'être plus compétitifs et efficaces et de regagner l'appui des consommateurs canadiens et nord-américains.

Questions orales

Pour ma part, j'ai davantage confiance que lui dans l'aptitude des travailleurs et des fabricants canadiens. En même temps, nous avons déjà commencé à discuter avec les Japonais des mesures qu'ils devront prendre en prévision d'une nouvelle période de restriction des exportations. Nous avons déjà porté avec insistance à l'attention des Japonais les préoccupations dont j'ai parlé et dont le député vient juste de se faire l'écho.

ON DEMANDE AU MINISTRE DE PRENDRE DES MESURES EN VUE
D'ACCROÎTRE LE CONTENU CANADIEN

M. Otto Jelinek (Halton): Madame le Président, le ministre refuse de donner au travailleur canadien l'occasion de toucher leur juste part, à cause de l'impuissance ou de l'inaction du gouvernement dans le secteur des pièces d'automobiles. L'industrie automobile canadienne compte encore 600,000 emplois. Il y a deux jours, des représentants de cette industrie ont conclu que la seule façon de préserver ces emplois était d'accroître la proportion de pièces canadiennes dans les produits japonais importés.

Je reprends ma question. Pourquoi le ministre ne prend-il pas les mesures nécessaires, en faisant adopter une loi au besoin, pour obliger les japonais à accroître sensiblement le contenu canadien de leurs voitures vendues au Canada, qui n'est que de 0.5 p. 100, peut être en leur promettant d'abaisser les tarifs, ce qui permettrait de créer des emplois au Canada sans pour autant accroître le prix des voitures japonaises? Pourquoi ne pas adopter cette solution? Le ministre peut-il en donner la raison?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, mon collègue continue de voir tout en rose, comme d'habitude. Il oublie complètement le marasme qui sévit à l'heure actuelle dans les entreprises canadiennes de fabrication de véhicules et de pièces ainsi que la faiblesse du marché américain qui absorbe quelque 80 p. 100 de notre produit. Ce sont deux grands facteurs qui nuisent gravement aussi bien aux travailleurs qu'aux sociétés et sur lesquels, malheureusement, nous n'avons aucune emprise.

Comme je l'ai déjà dit, j'aimerais croire que l'accord que nous avons négocié avec la société Volkswagen—en retour de la suppression des droits des douanes, elle s'est engagées à porter le contenu canadien à 85 p. 100 ce qui est beaucoup plus que ne l'exigent les entreprises de montage et cela profite aussi à de nombreuses sociétés canadiennes indépendantes et 1,500 emplois seront créés—j'espère donc que cette entente servira à la fois de point de départ et d'exemple pour les autres sociétés, dont les sociétés japonaises. Et nous ne cessons de poursuivre nos efforts dans ce sens.